

## Offre d'emploi

### Mandat d'assistant(e) de recherche à mi-temps en droit social 12 mois

Le Centre de droit public et social de l'ULB (<http://droit-public.ulb.be>) offre un mandat d'assistant(e) de recherche à mi-temps en droit social d'une durée de 12 mois, à compter du **1<sup>er</sup> novembre 2021**. L'ouverture de ce mandat résulte de l'obtention d'un financement du FNRS par l'une des professeurs de droit social du Centre.

L'assistant(e) de recherche soutiendra les activités de recherche menées au sein de l'équipe de droit social de l'ULB et développera parallèlement une recherche personnelle. De manière plus ponctuelle, il ou elle sera également amené(e) à apporter un soutien administratif à la gestion du master de spécialisation en droit social ([www.ulb.be/fr/programme/MS-DSOC](http://www.ulb.be/fr/programme/MS-DSOC)).

Sa principale occupation consistera à préparer des publications, seul(e) ou en collaboration, idéalement sur un sujet en lien avec les thématiques diverses couvertes par l'équipe de droit social de l'ULB, telles que le droit de la santé au travail, l'accès aux droits sociaux, l'accès à la justice, le droit social et la transition écologique, la situation juridique des personnes qui travaillent en dehors des protections classiques du droit social, les politiques d'activation, les prestations d'aide sociale, le statut social des indépendants, l'idée du revenu de base, etc.

Si l'expérience s'avère féconde, le chercheur ou la chercheuse recruté(e) sera invité(e) à postuler le moment venu à un mandat permettant la réalisation d'une thèse de doctorat, que ce soit dans le cadre d'une bourse (FNRS, FRESH, mini-ARC,...) ou d'un mandat d'assistant(e).

#### *Environnement de recherche*

Le chercheur ou la chercheuse réalisera ses travaux sous la supervision et avec l'aide des trois professeurs à temps plein en droit social de l'ULB, à savoir **Vanessa De Greef** (chargée de recherches du FNRS et professeure de droit du travail), **Elise Dermine** (professeure de droit du travail) et **Daniel Dumont** (professeur de droit de la sécurité sociale), tous chercheurs au Centre de droit public et social à côté de leurs activités d'enseignement.

Le **Centre de droit public et social de l'ULB** est un centre de recherche de la Faculté de droit et de criminologie dynamique et en plein essor, constitué d'une vingtaine d'enseignants-chercheurs à temps plein et de nombreux autres membres à temps partiel, dont les principaux domaines d'expertise sont le droit public, le droit social, et la sociologie et la philosophie du droit.

Le chercheur ou la chercheuse disposera d'un bureau, éventuellement partagé, au sein du Centre de droit public et social. Outre les trois enseignants précités, il ou elle pourra compter sur le soutien de plusieurs des membres du centre, en fonction de leur domaine d'expertise respectif.

### *Profil recherché*

Les candidat(e)s doivent être titulaires d'un master en droit, avec grade, et avoir une bonne maîtrise, au moins passive, du néerlandais et de l'anglais.

Constituent des atouts complémentaires : une expérience professionnelle pertinente ; un master de spécialisation en droit social ; un second diplôme en sciences humaines ; une connaissance active du néerlandais et de l'anglais.

### *Intéressé(e) ?*

De plus amples renseignements sur le poste à pourvoir peuvent être obtenus auprès de la professeure Elise Dermine ([elise.dermine@ulb.be](mailto:elise.dermine@ulb.be)), coordinatrice de l'équipe de droit social de l'ULB et directrice du master de spécialisation en droit social.

Les candidatures doivent lui être envoyées par courriel avant le **jeudi 30 septembre 2021** au plus tard. Elles doivent comprendre les pièces suivantes :

- une lettre de motivation,
- un curriculum vitae détaillé, présenté conformément au canevas de l'ULB ([www.ulb.ac.be/tools/CV-type.rtf](http://www.ulb.ac.be/tools/CV-type.rtf)),
- et un écrit, tel une publication scientifique ou un travail de fin d'études, attestant des capacités de recherche et de rédaction.

Une présélection sera opérée sur la base des dossiers soumis. Les candidat(e)s retenu(e)s seront invité(e)s à une audition, en présentiel ou à distance selon ce qui s'avérera possible, dans le courant du mois de septembre, en vue d'une entrée en fonction en principe le 1<sup>er</sup> novembre 2021. Cette entrée en fonction est susceptible d'être retardée, en concertation avec les trois promoteurs.